

*Vous pointez dans le rapport la faiblesse de la croissance européenne par rapport à son potentiel de croissance et le différentiel de croissance entre l'UE et les Etats-Unis en faveur de ces derniers. Comment expliquez-vous ces éléments de sous-performance ?*

Si l'on prend une perspective longue, les chiffres sont éclairants. Depuis trente ans, le PIB par tête de l'UE stagne à 70% de celui des Etats-Unis. Le rattrapage de l'économie américaine qui avait marqué les premières décennies de l'après-guerre s'est interrompu, et il s'est même inversé en ce qui concerne les pays les plus avancés des pays européens.

Ce décrochage s'explique en partie par la difficulté des pays de l'UE à adopter un nouveau régime de croissance plus fondé sur l'innovation et à adapter leurs réglementations économiques et sociales à ce nouveau régime. A contrario, il y a bien eu une transformation productive de l'économie américaine, dont la « nouvelle économie » est le symbole. Son rythme d'innovation et de renouvellement du tissu productif est supérieur au nôtre. Son mode de croissance est de plus en plus basé sur l'émergence de nouvelles entreprises qui incorporent de nouvelles technologies et de nouvelles techniques de management, tandis que le nôtre reste fondé sur les gains de productivité au sein des entreprises existantes. .

Une autre partie de l'explication tient aux erreurs de politique macro-économique que nous avons commises. Sans remonter à la gestion de l'unification allemande, il faut souligner que dans les périodes économiques favorables, nous avons mené des politiques expansionnistes (hausse des dépenses, baisses d'impôts), ce qui en période de ralentissement nous a privé d'instruments de relance. Notre gestion du cycle manque de symétrie.

*Vous proposez de réorienter les dépenses du budget européen autour de trois objectifs : la R&D, la convergence des pays les plus en retard et les restructurations. Pourquoi ?*

Il y a trois ans, à Lisbonne, après des années prioritairement consacrées à la quête de la stabilité monétaire, l'Union s'est dotée d'un programme de croissance. La question centrale est aujourd'hui de savoir comment concrétiser les cet objectif. Il y faut d'autres moyens qu'une « méthode ouverte de coordination » qui a des qualités mais n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Dans ces domaines – l'éducation, l'innovation, les infrastructures – qui ne relèvent pas de ses compétences propres, l'Union a besoin d'une méthode de gouvernance pour orienter et coordonner les efforts des différents Etats. D'où notre proposition de restructurer le budget européen.

Le budget européen est quantitativement faible – un quarantième des dépenses publiques nationales – et pour qu'il soit efficace, il importe à la fois de concentrer les interventions communautaires sur les actions prioritaires, et de lui faire jouer un rôle incitatif à l'égard des Etats. Pour cela, il est impératif de sortir de la logique du « juste retour » au gré de laquelle chaque pays membre attend de recevoir autant, ou si possible plus que sa contribution au budget européen. La sélection des projets financés par l'UE doit reposer sur leur contribution à la croissance de l'ensemble de l'Union et non pas sur leur pays d'origine.

Nous proposons un fonds pour la croissance qui financerait des dépenses en matière de recherche, d'enseignement supérieur - où nous accumulons du retard - et d'infrastructures physiques (transport, énergie, télécommunications,...). Pour mieux dépenser, nous proposons de créer une agence européenne de la recherche dont la mission serait précisément définie, et nous voulons que l'UE puisse aider à la constitution de centres d'excellence universitaire européen.

Nous faisons ensuite la proposition de créer un fonds pour la cohésion qui serait concentré à des actions de rattrapage pour les pays les plus pauvres de l'UE. Avec l'élargissement, l'UE va intégrer des pays dont le revenu par tête est très inférieur à celui des membres actuels. C'est pourquoi il faut sortir de la logique de saupoudrage et de l'inertie actuelle des fonds structurels. Notre priorité doit être de concentrer nos efforts sur les pays entrants. Cela n'exclut pas des actions régionales, notamment au travers du fonds pour la croissance, mais dans la configuration nouvelle de l'après-élargissement il faut éviter la dispersion des efforts, et ne pas assigner à l'UE la responsabilité en matière de réduire les disparités interrégionales.

Enfin, nous pensons que l'UE doit assumer des responsabilités par rapport aux restructurations qu'elle contribue à provoquer en plaidant pour l'ouverture et la modernisation. Nous avons proposé de mettre en place un fonds de restructuration, une sorte de mécanisme d'appui aux salariés victimes des restructurations sous forme de « bons » qui permettrait d'appuyer des actions de formation, de mobilité des salariés et de création d'entreprises.

*Comment ces fonds seraient-ils alimentés ?*

Nous souhaitons que le budget européen dispose de ressources propres, c'est-à-dire des ressources dont par nature la nationalité n'est pas identifiable. Il s'agit ici aussi de casser la logique du « juste retour ». Les droits de douane en sont l'exemple traditionnel, mais l'on peut également penser aux profits de la BCE ou à une taxe sur les transactions sur le marché des actions qui tend à s'unifier. Nous ne l'évoquons pas dans le rapport, mais à titre personnel, je pense que la piste d'un impôt européen sur les sociétés devrait être sérieusement étudiée.

Pour financer ces nouvelles actions, nous proposons de transférer progressivement aux Etats la charge du développement rural qui relève aujourd'hui de la PAC. Evidemment, on pourrait aussi imaginer une hausse du budget communautaire, mais nous nous sommes fixé de travailler à budget constant.

*Doit-on revoir les règles du Pacte de stabilité, et selon quelles modalités ?*

Le vrai danger pour l'UE est moins le niveau du déficit qu'un endettement insoutenable. On pourrait ainsi accorder une plus grande latitude dans la gestion de leur déficit aux pays qui ont une dette faible – moins de 40% de leur PIB - Cela permettrait notamment à certains pays entrants qui ont des niveaux de dette très faibles de pouvoir financer des investissements liés à leur intégration dans l'Union..

Par ailleurs, pour qu'un pays soit exempté de la règle du respect des 3% de PIB en matière de déficit public, il faut aujourd'hui qu'il soit en récession de plus de 2%. Nous proposons que cette exemption puisse s'appliquer dès qu'un pays entre en récession.

Nous suggérons aussi de créer un système de réserves en période économique favorable, réserves qui pourraient être utilisées en cas de ralentissement de la croissance ; et de décentraliser la discipline budgétaire par la création de comités d'audit budgétaire indépendants au niveau national dont la mission serait d'évaluer la situation budgétaire.

Enfin, pour garantir au cours des cinq prochaines années la compatibilité entre les nouvelles priorités de dépenses et le Pacte de stabilité, nous suggérons de moduler l'engagement des pays membres de réduire leur déficit structurel de 0,5 point par an en fonction de leurs dépenses en éducation, recherche et infrastructure.

*Ce rapport ne vient-il pas un peu tard après la clôture des travaux de la Convention ? Et comment analysez-vous les remous provoqués par la sortie de votre rapport ?*

Oui, ce rapport vient sans doute un peu tard mais l'important est de susciter un débat. Pour autant que je puisse en juger, les critiques à notre rapport sont surtout venues du microcosme bruxellois. Mais sans doute est-ce dû au contexte des négociations en cours sur les perspectives financières. Du côté des Etats membres, les réactions ont été plus positives car elles se sont focalisées sur nos propositions au regard de la situation actuelle de l'économie européenne et des objectifs que l'UE s'est fixés.

Il y a urgence. Si nous ne faisons rien dans les prochaines années, le risque de décrédibiliser les engagements de Lisbonne est grand. Faute d'avoir adapté les moyens aux objectifs, pourra-t-on alors éviter de ramener les objectifs à hauteur des moyens ?